

LA MER CASPIENNE : PUISSANCE ET ÉNERGIE

Lac salé ou mer intérieure ? Il a fallu attendre 2018 pour que les Etats riverains trouvent un accord sur la nature de cette immense étendue aquatique. Finalement ni lac ni mer, la mer Caspienne obtient le statut d'« eaux internationales ». Par sa position géographique au carrefour de l'Asie, du Moyen-Orient et de l'Europe, la région de la mer Caspienne est devenue aujourd'hui un enjeu stratégique et surtout économique majeur

UNE ZONE D'INFLUENCE HISTORIQUEMENT SOVIÉTIQUE, AU STATUT JURIDIQUE FLOU

En 1556, le tsar Ivan IV s'empare de la région du Khanat d'Astrakhan, ce qui lui permet de contrôler l'embouchure de la Volga et d'accéder à la mer Caspienne. Cette conquête va alors établir l'influence russe sur la région en repoussant les Ottomans et en limitant la présence perse au sud. Les bouleversements révolutionnaires du début du 20^{ème} siècle modifient l'environnement géostratégique de la région. Bordée uniquement par l'URSS et l'Iran, la mer Caspienne devient un « lac irano-soviétique » régie par des accords bilatéraux en 1921 et 1940.

L'éclatement de l'Union soviétique en 1991 entraîne la création de trois nouveaux états riverains, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Turkménistan et par conséquent un amoindrissement de l'influence russe et iranienne.

La nature mal définie de la Caspienne - est-ce une mer ou un lac ? - pose alors problème pour délimiter les zones maritimes propres à chaque Etat et ainsi répartir les ressources. Pour la Russie et l'Iran, il y a également un enjeu d'influence : le statut de mer qui conduit à appliquer le droit international sur les eaux de la Caspienne remet potentiellement en cause le contrôle russe sur la basse Volga et l'un de ses affluents.

En 2018 un accord est finalement conclu, qui attribue à la mer Caspienne un statut juridique spécial : ni mer, ni lac, elle se situe dans un entre-deux particulier défini comme des « eaux internationales ». Ainsi pour le droit international, la Caspienne ne peut être considérée comme une mer, car elle ne dispose pas de communications naturelles avec les océans du globe. Par conséquent, sa géographie particulière empêche l'application des dispositions de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM).

À la suite de l'accord de 2018, des frontières maritimes ont cependant pu être tracées, constituant une avancée majeure pour la stabilité de la région depuis la fin de l'URSS, bien que certaines zones fassent encore l'objet de discussions, notamment pour l'Iran, l'Azerbaïdjan et le Turkménistan. En effet, ces deux derniers Etats se disputent les gisements de Kapaz et ACG (Azeri-Chirag-Gunashli), tandis que le gisement d'Alov est à la fois revendiqué par le Turkménistan et l'Iran.

LA FRAGMENTATION DE L'ESPACE STRATÉGIQUE CASPIEN

À partir de 1991, deux axes d'influence aux enjeux différents vont apparaître.

Un axe nord-sud, regroupant la Russie et l'Iran, pour qui la mer Caspienne est avant tout un espace de projection de

puissance. Les deux pays ayant d'autres zones maritimes et d'autres ressources énergétiques sur leur territoire, la mise en valeur de la Caspienne n'est pas leur priorité et ils se concentrent avant tout sur leurs capacités militaires pour défendre leurs intérêts dans la région. Lors de l'accord de 2018, les deux États insistent d'ailleurs sur l'interdiction de navigation pour toute flotte étrangère : à l'heure actuelle, seuls les navires battant pavillon de l'un des 5 états limitrophes peuvent naviguer en mer Caspienne.

LA MER CASPIENNE CONCENTRE DANS SES EAUX 2% A 6% DES RESERVES MONDIALES DE PETROLE ET 6% A 10% DES RESERVES DE GAZ.

Le second axe, est-ouest, regroupe l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Turkménistan. Pour ces Etats, la Caspienne est essentiellement un espace maritime source de ressources naturelles. Leur développement économique après les indépendances s'est principalement construit sur l'exploitation des ressources énergétiques via des contrats *Production Sharing Agreement* (PSA) avec la France, le Royaume-Uni et les États-Unis. On estime que la mer Caspienne concentre dans ses eaux 2% à 6% des réserves mondiales de pétrole et 6% à 10% des réserves de gaz.

UN POINT DE PASSAGE ENTRE OCCIDENT ET ORIENT

La mer Caspienne constitue aujourd'hui un lien essentiel entre l'Asie et l'Europe. Ses ressources ont naturellement attiré les pays occidentaux qui ont encouragé la mise en place d'un oléoduc traversant trois états alliés (quoique non riverains pour deux d'entre eux) : l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie.

En outre, les états de la Caspienne, afin de diversifier leurs économies trop dépendantes des rentes énergétiques, ont pris part à plusieurs projets régionaux liés aux flux de marchandises, afin de devenir des points de passage stratégiques pour le commerce régional.

La *Belt and Road Initiative* chinoise (2013) et le « couloir du milieu » turc (2015) prévoient tous deux de traverser la mer Caspienne, ce qui a donné lieu à la construction de nouvelles infrastructures portuaires à Aqtau et Kuryk au Kazakhstan et à Turkmenbachi au Turkménistan. Quant au port de Bakou, en Azerbaïdjan, il a été entièrement modernisé, agrandi, et relié à une ligne ferroviaire traversant la Géorgie et la Turquie.

La coopération grandissante entre les États a même fait naître l'idée, en 2016, d'un projet de canal entre la mer Caspienne et l'océan Indien, pouvant faire concurrence au canal de Suez, et intéressant aussi bien la Russie que la Chine. Si le projet n'a pas été concrétisé, il démontre cependant la volonté régionale de transformer la Caspienne en point de passage stratégique mondial.

En devenant un corridor énergétique entre l'Europe, le Moyen-Orient et l'Asie, la mer Caspienne entre dans le grand jeu des flux énergétiques, ce qui explique la détermination de la Russie et de l'Iran, à ne laisser aucune flotte étrangère naviguer dans ses eaux, et les autres États, à développer leur influence et leur puissance militaire dans la région.

UNE REGION EN PLEIN RÉARMEMENT

Si les États riverains maintiennent entre eux des liens diplomatiques étroits, les tensions autour des ressources énergétiques ont encouragé depuis plusieurs années le développement et la modernisation des flottes militaires.

Le Turkménistan et le Kazakhstan, qui n'ont possédé pendant longtemps qu'une marine de garde-côtes, ont développé au cours des années 2000 leur propre marine de guerre pour défendre leurs intérêts souverains. L'apparition de ces nouveaux acteurs en mer Caspienne a conduit d'ailleurs en 2015 à une escarmouche qui fit un mort entre l'Iran et le Turkménistan. Par ailleurs, depuis 2017, le Turkménistan a commencé à réaliser ses propres exercices navals.

EN DEVENANT UN CORRIDOR ÉNERGETIQUE ENTRE L'EUROPE, LE MOYEN-ORIENT ET L'ASIE, LA MER CASPIENNE ENTRE DANS LE GRAND JEU DES FLUX ÉNERGETIQUES.

Ces dernières années, l'Iran, a également renforcé sa présence en mer Caspienne en créant de nouvelles infrastructures et en déployant des unités spéciales du Corps des Gardiens de la Révolution. De nouveaux navires permettent également à l'Iran de protéger son domaine maritime en certains endroits contestés avec le Turkménistan et surtout l'Azerbaïdjan, notamment autour des gisements d'hydrocarbures et de gaz.

L'Azerbaïdjan, deuxième flotte de la région, multiplie les exercices, les partenariats et les contrats avec des puissances étrangères, notamment avec la Turquie, Israël et les États-Unis. Le pays cherche à se positionner comme un acteur majeur dans la région, notamment dans le cadre

de ses partenariats économiques. Sa flotte, plus petite et moins puissante que celle de la Russie dispose néanmoins de navires modernes.

Les deux premières puissances navales de la Caspienne entretiennent une relation d'ailleurs assez ambiguë, la Russie n'hésitant pas à faire des démonstrations de force proches des côtes azerbaïdjanaises, tout en réalisant des exercices militaires conjoints avec l'Iran et le Kazakhstan.

La flottille russe de la Caspienne n'a pas été réellement affaiblie par la chute de l'URSS. Depuis 2015 elle connaît même une phase de modernisation de ses navires, et développe ses infrastructures portuaires. Le contrôle de la Volga par Moscou permet également le transfert de navires depuis la mer d'Azov et la mer Noire, voire de la Baltique via les canaux commerciaux. Cette flottille participe avant tout à la protection de l'influence et de la souveraineté russes, mais elle peut également effectuer des frappes de longue portée, comme ce fut le cas en 2015 en Syrie, et en 2022 en Ukraine.

Mer quasi-fermée et enclavée, la mer Caspienne peut donc désormais être le point de départ de frappes sur des théâtres éloignés.

Le conflit actuel en Ukraine a des conséquences sur la région de la Caspienne. Les tensions entre la Russie et l'Azerbaïdjan ressurgissent après une accusation de violation du cessez-le-feu avec l'Arménie, laissant entendre un retour potentiel des hostilités dans la zone du Haut-Karabakh. L'Union européenne cherche quant à elle à sortir de sa dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie et les nouvelles opportunités offertes par le corridor énergétique caspien, relié à la Chine, intéressent déjà plusieurs états.

Les enjeux autour de la mer Caspienne continueront certainement de s'intensifier dans les années à venir, faisant potentiellement de la région un pivot stratégique – et dangereux – entre l'Europe, le Moyen-Orient, l'Asie et la Russie.

